

Montréal, le 5 juin 2021

**Monsieur Ivan Duque Marquez**

Président de la République de Colombie

[secretaria.privada@presidencia.gov.co](mailto:secretaria.privada@presidencia.gov.co)

[mesadeentrada@mininterior.gov.co](mailto:mesadeentrada@mininterior.gov.co)

Monsieur le Président,

Le Centre international de solidarité ouvrière (CISO) et ses membres condamnent fermement la répression brutale envers le peuple colombien alors qu'il exerce, depuis le 28 avril, son droit à la liberté d'expression dans le but de s'opposer à la réforme fiscale et aux politiques de votre gouvernement.

Selon les informations reçues, une escalade militaire a pris place, où les agences de répression étatiques, la police nationale et l'Escouade mobile anti-émeute (ESMAD), des groupes de « limpieza social »<sup>1</sup> et des officiers en civil, avec l'aide de l'armée, ont intimidé, persécuté, réprimé, blessé et assassiné des leaders sociaux et syndicaux ainsi que des membres de la population générale dans un climat de graves violences qui perdure depuis plus de trois semaines.

Des rapports de différentes organisations de défense des droits humains rapportent entre 1876 et 2387 cas de violences policières<sup>2</sup>, 1300 détentions présumées arbitraires<sup>3</sup>, 59 décès, entre 1500 et 1700 personnes blessées, entre 129 et 364 disparitions<sup>4</sup>, 26 personnes blessées oculaires, 21 cas de violences sexuelles contre les femmes et 87 cas de violences de genre<sup>5</sup>. Cette grave répression n'est pas isolée et prend place dans le contexte d'une hausse importante des violences politiques, 2020 ayant tristement battu le record du nombre d'assassinats de militantes et militants des droits ou environnementaux, avec près de 200 décès.

Le retrait du projet de réforme fiscale de votre gouvernement est une victoire des citoyennes et citoyens et des groupes sociaux ayant participé aux mobilisations massives, mais il ne répond pas aux demandes du peuple colombien, qui s'enfonce de plus en plus dans la pauvreté en temps de pandémie. Selon l'Institut de statistiques colombien, 42,5 % de la population (21 millions de personnes) vit maintenant en situation de pauvreté en Colombie.

Les divers mouvements sociaux demandent aujourd'hui la protection des défenseurs des droits humains, en particulier les personnes afrodescendantes et les peuples autochtones; le respect des accords de Paix, dont notamment leur Chapitre « ethnique »; la démilitarisation des espaces publics; et des politiques publiques de redistribution des richesses pour remplacer les politiques actuelles, qui favorisent les profits des grandes compagnies et les secteurs les plus riches, ainsi que l'extractivisme et l'accaparement du territoire.

Nous appuyons le soulèvement populaire en solidarité avec le Comité national de grève (Comité Nacional del Paro) et avec les mouvements sociaux qui y participent pour le respect des droits de la population colombienne.

---

<sup>1</sup> Groupes qui perpétue des assassinats ciblés parmi les populations les plus marginalisé.e.s de Colombie.

<sup>2</sup> Noticias ONU : <https://news.un.org/es/story/2021/05/1491962> et Comité national de grève.

<sup>3</sup> ONG Temblores.

<sup>4</sup> Chiffres de la « Fiscalía » (Parquet) et de INDEPAZ.

<sup>5</sup> Comité national de grève.

Nous appuyons les demandes légitimes de mouvements sociaux colombiens qui exigent de votre gouvernement qu'il :

Démilitarise les zones urbaines et les villes;

Démantèle l'ESMAD;

Mette immédiatement un terme aux violations des droits humains commises à l'encontre des civils qui manifestent, et garantissent la sécurité de toutes ces personnes conformément aux normes relatives aux droits humains internationalement reconnus ;

Enquête et traduise en justice tous les membres des agences de sécurité de l'État responsables de violations des droits humains pendant la grève ;

S'abstienne de criminaliser et de stigmatiser les protestations ;

Cesse l'attaque de la mobilisation populaire afin d'entamer des négociations avec le Comité national de grève et engager un dialogue sérieux avec les acteurs sociaux et institutionnels afin de s'attaquer aux profondes inégalités qui sont à l'origine de ce conflit;

Cesse la pulvérisation de glyphosate dans la campagne colombienne.

Dans l'espoir que vous accorderez à ces demandes l'attention urgente qu'elles méritent, nous vous prions d'agréer nos salutations.

Nancy Bédard, présidente, Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ)

Loïc Breton, président, président, Syndicat des employées et employés professionnels-les et de bureau Québec (SEPB-Québec (FTQ))

Daniel Boyer, président, Fédération des travailleuses et travailleurs du Québec (FTQ)

Dominique Daigneault, présidente, Conseil central Montréal métropolitain-CSN

Sonia Éthier, présidente, Centrale syndicale du Québec (CSQ)

Marc-Édouard Joubert, président, Conseil régional FTQ Montréal métropolitain

Benoît Lacoursière, secrétaire général, Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec

Jacques Létourneau, président, Confédération des syndicats nationaux (CSN)

Copie conforme :

M. Justin Trudeau, premier Ministre du Canada;

M. Marc Garneau, ministre des Affaires étrangères du Canada;

Confédération syndicale internationale (CSI);

Marcel Lebleu, ambassadeur du Canada en Colombie;

Jorge Londono, ambassadeur de Colombie au Canada;

Jack Harris, Nouveau Parti démocratique du Canada;

Alexis Brunelle-Duceppe, Bloc québécois;

Paul Manly, Parti vert du Canada;

Michael Chong, Parti conservateur du Canada.

Contact : Amélie Nguyen, coordonnatrice du CISO : [nguyena@ciso.qc.ca](mailto:nguyena@ciso.qc.ca)